

PREMIER MINISTERE

SECRETARIAT PERMANENT DU
PLAN NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET SOCIAL



BURKINA FASO
Unité – Progrès - Justice



« Mise en œuvre du PNDES : un bilan synthétique au 31
octobre 2019 »

Novembre 2019

Table des matières

1	Introduction.....	3
2	SITUATION MACROECONOMIQUE ET MOBILISATION DE RESSOURCES.....	1
3	AXE 1 : RÉFORME DES INSTITUTIONS ET MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	2
3.1	Justice et droits humains.....	2
3.2	Sécurité et défense.....	5
3.3	Renforcement de la bonne gouvernance, la démocratie et les valeurs républicaines	6
3.4	Décentralisation et développement local	8
3.5	Economie et finances	8
4	Axe 2 : Développer le capital humain	10
4.1	Santé des populations	10
4.2	Education.....	13
4.3	Impact de la crise sécuritaire sur l'éducation.....	14
4.4	Enseignement supérieur	15
4.5	Amélioration de l'emploi et la protection sociale.....	17
4.6	Eau potable et assainissement.....	18
4.7	Environnement et assainissement	20
5	Axe 3 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.....	21
5.1	Agriculture	21
5.2	Mobilisation et gestion des ressources en eau	24
5.3	Energie.....	25
5.4	Habitat et urbanisme.....	29
5.5	Infrastructures routières	29
5.6	Industrie et commerce	35
5.7	Transports et sécurité routière	36
5.8	Culture, sport et loisirs	38

Liste des tableaux

Tableau 1: Profil des indicateurs macroéconomiques clés.....	1
Tableau 2: Niveau de mobilisation des ressources propres pour le financement du développement	1
Tableau 3: Situation du financement du PNDES	1
Tableau 4: Profil des indicateurs clés du secteur de la justice et des droits humains.....	2
Tableau 5: Situation des réalisations dans le domaine de la justice et des droits humains (2016-31/10/2019)	3
Tableau 6: Situation des réformes dans le domaine de la justice et des droits humains (2016-31/10/2019)	4
Tableau 7: Situation des indicateurs en matière de sécurité.....	5
Tableau 8: Situation des constructions d'infrastructures et du recrutement de personnel en matière de sécurité	5
Tableau 9: Situation de mise en œuvre des réformes en matière de sécurité	6
Tableau 10: Classement du Burkina Faso dans le rapport Doing Business	6
Tableau 11: Situation des réformes entreprises pour améliorer le climat des affaires	7
Tableau 12: Situation des réformes entreprises pour lutter contre la corruption et le blanchiment de capitaux	7
Tableau 13: Situation des indicateurs suivis dans le cadre du développement local.....	8
Tableau 14: Situation des réformes mises en œuvre en matière de décentralisation et développement local	8
Tableau 15: Evolution des principaux indicateurs des finances publiques (2016-2018).....	8
Tableau 16: Situation des réformes et investissements en matière d'économie et de finance	9
Tableau 17: Evolution des indicateurs de mesure de la santé de la mère et de l'enfant	10
Tableau 18: Nombre d'enfants et de femmes ayant bénéficiés de la gratuité des soins	10
Tableau 19: Situation de mise en œuvre de l'assurance maladie universelle et de la gratuité de la planification familiale	11
Tableau 20: Personnel de santé recruté de 2016 à octobre 2019.....	11
Tableau 21: Situation de mise en œuvre de la Fonction publique hospitalière	12
Tableau 22: Situation des réalisations d'infrastructures de santé au profit de la population.....	12
Tableau 23: Situation des indicateurs de suivi de l'éducation	13
Tableau 24: Situation des réalisations d'infrastructures d'éducation primaire, post primaire, secondaire général et du secondaire technique et professionnel.....	14
Tableau 25: Situation des établissements fermés et des élèves hors système éducatif	14
Tableau 26: Niveau des indicateurs de mesure des résultats dans le domaine de l'enseignement supérieur	15
Tableau 27: Situation de réalisation des investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur	16
Tableau 28: Situation des actions mises en œuvre en matière d'emploi et de protection sociale.....	17
Tableau 29: Etat de réalisation des indicateurs en matière d'eau potable au 31 octobre 2019	18
Tableau 30: Etat de réalisation des investissements en matière d'eau potable au 31 octobre 2019..	18
Tableau 31: Etat de réalisation des réformes en matière d'eau potable au 31 octobre 2019.....	19

Tableau 32: Etat de réalisation des indicateurs « Assainissement, eaux usées et excréta au 31 octobre 2019	19
Tableau 33: Etat de réalisation des investissements d'Assainissement, eaux usées et excréta au 31 octobre 2019	19
Tableau 34: Etat de réalisation des indicateurs du domaine de l'environnement	20
Tableau 35: Etat de réalisation des investissements d'environnement au 31 octobre 2019.....	20
Tableau 36: Quelques indicateurs de suivi des effets de la mise en œuvre des actions dans le domaine de l'agriculture	21
Tableau 37: Quantités d'intrants agricoles à prix subventionnés mis à la disposition des producteurs	22
Tableau 38 : situation de réalisation des réformes stratégiques en matière Agro-sylvo-pastorale...	23
Tableau 39: Etat de réalisation des indicateurs « Mobilisation des ressources en eau » au 31 octobre 2019	24
Tableau 40: Etat de réalisation des investissements en matière de mobilisation et de gestion en eau au 31 octobre 2019	24
Tableau 41: Etat de réalisation des réformes en matière de gestion intégrée des ressources en eau au 31 octobre 2019	25
Tableau 42: Situation des indicateurs en matière d'énergie	25
Tableau 43: Réalisation des investissements en matière d'énergie	27
Tableau 44: Situation des réformes mises en œuvre dans le secteur de l'énergie.....	27
Tableau 45: Situation d'exécution des investissements dans le domaine de l'énergie	28
Tableau 46: Nombre de logements sociaux construits.....	29
Tableau 47: Situation des indicateurs dans le domaine des infrastructures routières.....	29
Tableau 48: Infrastructures routières achevées.....	30
Tableau 49: Situation des travaux d'infrastructures routières en cours de réalisation.....	32
Tableau 50: Situation des travaux d'infrastructures routières en instance de démarrage.....	33
Tableau 51: Situation de l'entretien des infrastructures routières	34
Tableau 52: Situation des travaux d'aménagement des pistes rurales	35
Tableau 53: Situation des indicateurs du secteur de l'industrie	35
Tableau 54: Situation des réformes stratégiques des domaines industrie et commerce.....	36
Tableau 55: Situation des indicateurs du secteur des transports et de la sécurité routière	37
Tableau 56: Situation des réformes réalisées dans le domaine des transports	37
Tableau 57: Situation des investissements réalisées dans le domaine des transports.....	38
Tableau 58: Etat d'exécution des réformes dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs....	38
Tableau 59: Etat d'exécution des investissements dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs.....	39

1 Introduction

Depuis près de quatre années, le Gouvernement s'attèle, à travers le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, à mettre en œuvre le programme de société du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

Cadre de référence de l'intervention de l'ensemble des acteurs du développement économique et social sur les cinq années du mandat présidentiel, les acquis engrangés dans le cadre la mise en œuvre du PNDES sont très appréciables et ce, malgré un contexte de réalisation particulièrement difficile : l'accentuation du défi sécuritaire dans de nombreuses localités du pays, les remous sociaux et les aléas climatiques.

Nonobstant ce contexte difficile, la mise en œuvre des politiques publiques d'opérationnalisation du PNDES a permis de renforcer la résilience de notre économie qui s'inscrit désormais dans une dynamique de croissance plus forte de 6,3% en moyenne entre 2016 et 2018 contre une moyenne de 5,4% sur la période 2011-2015.

Ce résultat global a été rendu possible grâce à la mise en œuvre de réformes et d'investissements dans diverses branches de l'activité dont les plus significatifs ainsi que leurs résultats sont résumés dans le présent rapport et par axe stratégique du Plan.

Ce rapport présente en outre par domaine les principales contraintes qui affectent les progrès.

2 SITUATION MACROECONOMIQUE ET MOBILISATION DE RESSOURCES

Le cadre macroéconomique se renforce en dépit chocs liés aux attaques terroristes et aux revendications sociales. L'activité économique reste bien orientée et soutenue, le niveau général des prix modéré, le taux de pression fiscale s'améliore, le déficit budgétaire se résorbe malgré une forte pression de la masse salariale et le profil des échanges extérieurs se renforce.

Tableau 1: Profil des indicateurs macroéconomiques clés

Indicateurs	Réalizations				Cible
	2015	2016	2017	2018	2020
Taux de croissance économique (en %)	3,9	5,9	6,3	6,8	6,4
Taux d'inflation (%)	-0,3	0,9	0,4	1,5	1,9
Déficit budgétaire (en % du PIB)	2,0	3,9	7,8	4,9	3,0
Taux de pression fiscale (en %)	15,2	16,7	17,3	17,3	18,5
Ration masse salariale sur recettes fiscales (%)	49,9	51,6	49,9	52,1	51,3
Solde de la balance commerciale (en % du PIB)	-2,3	0,0	0,0	0,7	0,5
Balance des transaction courante (en % PIB)	-8,6	-7,2	-7,3	-5,8	-6,6

Source : CSD Gouvernance économique

Sur le financement du financement, 56,3% des ressources propres ont été mobilisés, soit 5 531,48 milliards de FCFA sur une cible de 9 825,2 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Le tableau ci-après la nature des recettes propres mobilisées.

Tableau 2: Niveau de mobilisation des ressources propres pour le financement du développement

	Réalisation 2016 (LR)	Réalisation 2017	Réalisation 2018	Réalisation au 30 septembre 2019	Cible PNDES 2016-2020	Montants cumulés
Ressources propres	1 201,80	1 438,27	1 530,77	1 360,64	9 825,20	5 531,48
Recettes courantes	1 200,40	1 434,52	1 530,75	1 360,64	-	5 526,31
Recettes fiscales	1 040,30	1 315,50	1 354,24	1 080,90	-	4 790,94
Recettes non fiscales	160,10	119,02	176,51	279,74	-	735,37
Recettes en capital	1,50	3,75	-	-	-	5,25

Source : MINEFID/DGTCP, octobre 2019

Au titre de la mobilisation des ressources extérieures, au 30 juin 2019, le montant cumulé des ressources extérieures mobilisées pour le financement du PNDES s'élève à 3 833,24 milliards FCFA. Ce montant total représente 68,8 % du gap à rechercher pour le financement du PNDES qui s'élève à 5 570,2 milliards FCFA

Tableau 3: Situation du financement du PNDES

Type de coopération	Conventions 2016			Conventions 2017			Conventions 2018			Conventions au 30 septembre 2019			Cumul 2016-2019		
	Prêts	Dons	Total	Prêts	Dons	Total	Prêts	Dons	Total	Prêts	Dons	Total	Prêts	Dons	Total
Coopération bilatérale	36,3	163,73	200,03	74,68	167,86	242,54	93,27	192,98	286,25	86,31	146,71	233,03	290,56	671,28	961,84
Coopération multilatérale	352,62	229,79	582,41	493,00	208,06	701,06	357,98	318,35	676,31	283,03	80,97	364,00	1 486,63	837,17	2 323,81
Partenariat Public Privé	15,32	0	15,32	9,59	0	9,59	181,07	0	181,07	140,8	0	140,8	346,778	0	346,79
ONG	0	69,01	69,01	0	24,46	24,46	0	32,47	32,47		74,87	74,87	0	200,81	200,81
Total	404,24	462,53	866,77	577,26	400,39	977,65	632,32	543,8	1 176,10	510,15	302,55	812,70	2 123,97	1 709,27	3 833,24

Source : MINEFID/DGCOOP, Octobre 2019

3 AXE 1 : RÉFORME DES INSTITUTIONS ET MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les actions du Gouvernement visant à réformer les institutions et à moderniser l'administration publique ont conduit à la réalisation de réformes importantes et d'investissements structurants dans tous les domaines de la gouvernance (économique, politique, administrative et locale) dont les principaux résultats sont présentés ci-après.

3.1 Justice et droits humains

Tableau 4: Profil des indicateurs clés du secteur de la justice et des droits humains

Indicateurs	Réalizations				Cible
	2015	2016	2017	2018	2020
Rayon moyen d'accès à un TGI (en km)	60,3 km	59,6 km	59 km	59 km	54 km
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2 mois	1 mois 21 jours	1 mois 15 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 20 jours	7 mois 2 jours	3 mois
Taux de mise en œuvre des recommandations de la phase I de l'EPU (en %)	na	75	92	na	100
Taux de mise en œuvre des recommandations de la phase II de l'EPU (en %)	na	na	na	11	45

Source : CSD Justice et droits humains

De façon globale, le niveau de l'évolution des indicateurs est appréciable. Ils traduisent l'amélioration de l'accessibilité physique et la réduction du temps de traitement des dossiers par la justice.

Les principales actions ayant contribué à l'atteinte de ces niveaux d'indicateurs sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 5: Situation des réalisations dans le domaine de la justice et des droits humains (2016-31/10/2019)

ACTIONS	RÉALISATIONS CUMULÉES au 31/10/2019	Réalisations en cours au 31/10/2019	OBSERVATIONS
Nombre de nouvelles juridictions construites	1 TGI de Koupéla	3	TGI de Pô (85%)-TGI de OUAGA II (54%)-TGI de Boulsa (25%)
Nombre de nouveaux établissements pénitentiaires construits	1 MAC de Koupéla	3	MAC de Bobo (80%) MAC de Pô (33%) MAC de Boulsa (22%)
Nombre de nouveaux agents de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (GSP) recrutés et formés	759		
Nombre de nouveaux Magistrats recrutés et formés	178		
Nombre de nouveaux Greffiers recrutés et formés	250		
Nombre de tribunaux normalisés (Mur de clôture + poste de police construits)	16	4	
Nombre de têtes d'animaux produits pour appuyer la production pénitentiaire	12 285		Données de 2016 au 31/12/2018
Quantité de céréales produites pour appuyer la production pénitentiaire (Tonnes)	262,61		Données de 2016 au 31/12/2018
Nombre de personnes assistées par le fonds d'assistance judiciaire	823		
Nombre de démembrements régionaux de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires mis en place	13		
Nombre de démembrements provinciaux de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires mis en place	43		
Nombre de démembrements départementaux de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires mis en place	301		
Nombre de démembrements villageois de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires mis en place	5 274		

Source : CSD Justice et droits humains

Tableau 6: Situation des réformes dans le domaine de la justice et des droits humains (2016-31/10/2019)

Réforme	Objectifs	Situation des mesures prises au 31 octobre 2019
Humaniser les Etablissements pénitentiaires (EP)	renforcer la législation relative à la gestion du milieu carcéral et son humanisation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption de la loi n°10/2017/AN du 10 avril 2017 portant régime pénitentiaire au Burkina Faso. 2. Adoption de la nouvelle loi n°2016-001/AN du 24 mars 2016 portant création de la commission nationale des droits humains. 3. Dotation supplémentaire de 75 000 000 FCFA en 2017 pour acquérir du matériel de couchage, de loisir et de sport et affectation de 168 000 000 FCFA pour la prise en charge sanitaire des détenus.
Mettre en œuvre des réformes judiciaires relatives au code de procédure pénale		<ol style="list-style-type: none"> 1. Adoption le 2 mai 2019 de la loi 015-2019 portant organisation judiciaire au Burkina Faso. 2. Adoption le 21 juin 2019 de la loi n°044-2019/AN portant modification de la loi n°025-2018/AN du 31 mai 2018 portant code pénal. 3. Adoption le 29 mai 2019 de la loi n°040-2019/AN portant code de procédure pénale.
Dynamiser le fonctionnement des tribunaux départementaux/tribunaux administratifs (TD/TA)	Améliorer le fonctionnement des tribunaux départementaux/tribunaux administratifs (TD/TA)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise à disposition d'un manuel de gestion servant de guide de fonctionnement ; 2. organisation de plusieurs sessions de formation au profit des présidents et accessaires de 50 TD/TA à la maîtrise de leurs attributions et à la tenue des registres et dotation des TD/TA en fournitures, mobiliers de bureau, matériels informatique et roulant.

Source : CSD Justice et droits humains

3.2 Sécurité et défense

Dans le cadre du renforcement de la sécurité et de la protection civile, les actions entreprises ont conduit essentiellement au renforcement des capacités opérationnelles et organisationnelles des forces de défense et de sécurité intérieure en vue d'améliorer les moyens de lutte contre le grand banditisme et le terrorisme.

Tableau 7: Situation des indicateurs en matière de sécurité

INDICATEURS	REALISATIONS			CIBLE 2019
	2016	2017	2018	2019
Taux de maillage du territoire national en services de sécurité opérationnels		60%	64%	70%
Ratio agent de sécurité/ Population (Norme : 1 pour 400 habitants)	-	1/758	1/729	1 /920
Taux de couverture des régions en centres de secours des sapeurs-pompiers	-	53 ,84%	53 ,84%	100%
Taux de couverture des régions en plan ORSEC	-	84, 61%	84,61%	90%

Source : CSD Défense et sécurité

La couverture du territoire en services et en agents de sécurité s'est améliorée.

Tableau 8: Situation des constructions d'infrastructures et du recrutement de personnel en matière de sécurité

Actions	RÉALISATIONS CUMULÉES	Réalisations en cours au
	au 31/10/2019	31/10/2019
Nombre d'infrastructures construites au profit de la Police nationale	15	15
Construire des murs de clôture et réhabiliter des infrastructures au profit de la Police nationale	2	9
Nombre d'infrastructures au profit de la gendarmerie nationale	5	10
Nombre de fonctionnaires de police recrutés et formés	4 215 dont 250 filles	450 dont 100 filles
Nombre de sous- officiers de gendarmerie recrutés et formés	2 250 dont 75 filles	750 dont 25 filles
Nombre de sapeurs- pompiers recrutés et formés	400 dont 40 filles	250 dont 25 filles
Nombre de gardes de sécurité pénitentiaires recrutés et formés	439 dont 85 filles	100 dont 25 filles

Source : CSD Défense et sécurité

Tableau 9: Situation de mise en œuvre des réformes en matière de sécurité

Réforme	Objectifs	Situation de mise en œuvre (2016-31/10/2019)
Mettre en place une structure des investigations anti-terroristes	Améliorer les moyens de lutte contre le terrorisme et le grand banditisme	La Brigade Spéciale des Investigations Anti-Terroristes et la lutte contre la criminalité organisée (BSIAT) est fonctionnelle et a été créée par décret N°2018-0974/PRES/PM/MSECU/MJDHPC/MINEFID du 29 octobre 2018 portant création, organisation, attributions et fonctionnement de la BSIAT.
Organiser un forum national sur la sécurité		Ledit forum s'est tenu les 24, 25 et 26 octobre 2017 sous le thème « garantir la paix et la sécurité pour un développement durable au Burkina Faso ».
Mettre en place un système de Passeports à puce électronique (e-Passeports)		Les sites de production de passeports de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso sont fonctionnels.

Source : CSD Défense et sécurité

Afin de permettre au secteur Défense et Sécurité d'enregistrer des performances satisfaisantes, des défis majeurs doivent être relevés. Il s'agit de :

- renforcer la coopération entre les forces de défense de sécurité burkinabè et celles des pays voisins ;
- renforcer la collaboration entre les forces de défense et de sécurité et les populations ;
- poursuivre l'équipement des forces de défense et de sécurité en logistique adaptée à la lutte contre le terrorisme et la criminalité.

3.3 Renforcement de la bonne gouvernance, la démocratie et les valeurs républicaines

Le Gouvernement a œuvré à la création d'un environnement favorable à l'essor du secteur privé. Cela a permis d'enrayer la dégradation du classement du pays sur l'échelle de l'indicateur Doing Business. Des réformes ont également été mises en œuvre pour renforcer la bonne gouvernance, la démocratie et les valeurs républicaines.

Tableau 10: Classement du Burkina Faso dans le rapport Doing Business

Indicateurs	Réalizations				Cible
	2016	2017	2018	2019	2020
Classement doing business	146 ^e /189	148 ^e /190	151 ^e /190	151 ^e /190	130 ^e /190
Indice de la perception de la corruption	42	42	41	-	60

Source : Rapport Doing Business

Pour améliorer ce classement, le Gouvernement a pris des mesures fortes dont la situation est présentée dans le tableau ci-dessus.

Tableau 11: Situation des réformes entreprises pour améliorer le climat des affaires

Réforme	Situation des mesures prises au 31 octobre 2019
Amélioration du classement Doing business	Décret N° 2017-1315 /PRES/PM/MCIA/MINEFID du 30 décembre 2017, portant dispositif de suivi de l'amélioration du climat des affaires.
	Mise en place d'un cadre d'échange d'informations avec les contributeurs de Doing Business.
	Transformation de l'Agence de promotion des investissements-Burkina Faso (API-BF) en Agence burkinabè des investissements (ABI) pour faciliter la mobilisation et l'accompagnement des investisseurs.
	Elaboration d'un projet de protocole d'accord entre l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Burkina (APBEF) et la Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF) pour permettre l'ouverture du compte et le dépôt du capital souscrit à travers le CEFOR.
	Signature de la convention de la « Tierce Maintenance Applicative » pour rendre effective la création en ligne des entreprises.

Source : Rapport de suivi du climat des affaires

Tableau 12: Situation des réformes entreprises pour lutter contre la corruption et le blanchiment de capitaux

Réforme	Situation des mesures prises au 30 novembre 2019
Renforcement de la bonne gouvernance, de la démocratie et des valeurs républicaines	Adoption du décret n° 2016-470/PRES/PM/MJDHPC portant procédure et délai de transmission des déclarations d'intérêts et de patrimoine à l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la Corruption.
	Adoption du décret n°2016-465/PRES/PM/MJDHPC fixant le seuil relatif au délit d'apparence qui permet aux citoyens de saisir la justice afin qu'elle investigue sur des cas d'enrichissement préjugés illicites
	Adoption du décret n° 2016-514/PRES/PM/MJDHPC fixant le seuil des dons, cadeaux et autres avantages en nature soumis à déclaration
	Production et publication des rapports de contrôle par les institutions de contrôle interne et externe de l'Etat
	Adoption de la loi n°005-2017/AN portant opérationnalisation des pôles économiques et financiers
	Désignation des magistrats et greffiers devant animer les pôles économiques et financiers
	Adoption de la loi n°006-2017/AN portant opérationnalisation du pôle de lutte contre le terrorisme
	Adoption de la loi N° 016-2016/AN relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso
	Adoption du décret n°2017-0625/PRES/PM/MFPTPS du 18 juillet 2017 portant modalités d'évaluation de la performance des structures de l'Administration publique
	Elaboration de 06 avant-projets de codes d'éthique et de déontologie au profit de 06 ministères
	Adoption de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance (SNPG) 2018-2027 en novembre 2017
	Elaboration du livret sur le sens du service public en vue de renforcer le respect des règles disciplinaires et de la déontologie.

Source : CSD Justice et droits humains

3.4 Décentralisation et développement local

La promotion du développement local est le but ultime visé par la décentralisation. Dans ce domaine, le Gouvernement a entrepris plusieurs chantiers dont les résultats restent encore en deçà des attentes comme l'indique l'évolution des principaux indicateurs d'effets ci-dessous.

Tableau 13: Situation des indicateurs suivis dans le cadre du développement local

Indicateur	Etat de réalisation			
	2016	2017	2018	Cible 2020
Part du budget de l'Etat transférée aux collectivités territoriales (CT)	3,20%	4,60%	4,51%	15,00%
Part du budget de l'Etat transférée aux collectivités territoriales (y compris salaires des agents transférés)	9,12%	14,02%	12,39%	
Nombre de centres d'état civil secondaires	987	1 037	1 200	5 000

Source : CSD Gouvernance administrative et locale

Tableau 14: Situation des réformes mises en œuvre en matière de décentralisation et développement local

Réformes / investissements	Etats de mise en œuvre au 30 juin 2019
Adopter les nouveaux référentiels de la décentralisation	Adoption de la LOI N°027-2017/AN portant modification de la LOI N°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso Formulation de nouveaux référentiels de la décentralisation dont une vision prospective 2040
Adopter une nouvelle loi portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents des collectivités territoriales et ses textes d'application	Adoption de la LOI N°003-2017/AN portant statut de la Fonction publique territoriale

Source : CSD Gouvernance administrative et locale

3.5 Economie et finances

L'objectif poursuivi dans ce domaine est d'améliorer la gestion du développement, des finances publiques ainsi que le financement de l'économie nationale.

Tableau 15: Evolution des principaux indicateurs des finances publiques (2016-2018)

Indicateurs	Cible	Réalisation		
	2020	2016	2017	2018
Taux de pression fiscale en %	20,1	15,00	17,40	17,3
Taux d'absorption des ressources propres en %	100,0	ND	92,11	98,3
Taux de prévisibilité de l'aide en %	80,0	67	62,68	91,5
Proportion des PTF appliquant la division du travail en %	90,0	31,0	31,0	31,0

Ratio (masse salariale sur Recettes fiscales) en %	35,00	55,2	47,3	44,0
--	-------	------	------	------

Source : rapport CSD gouvernance économique

Les indicateurs de finances publiques se sont améliorés entre 2016 et 2018 au fur et à mesure de la mise en œuvre des réformes et des investissements dont les plus importants sont résumés dans les tableaux ci-après.

Tableau 16: Situation des réformes et investissements en matière d'économie et de finance

Réformes / investissements	Etats de mise en œuvre au 30 juin 2019
Créer une Banque pour le financement de l'agriculture	La Banque pour le Financement de l'Agriculture a été créée et est opérationnelle depuis le 25 février 2019
Créer la Caisse des dépôts et consignation (CDC)	1. Adoption de la LOI n° 023-2017/AN du 9 mai 2017 portant création de la CDC-BF. 2. Adoption de la LOI n° 024-2017/AN du 9 mai 2017 régissant les dépôts et consignations au Burkina Faso 3. Nomination du personnel de management (DG-SG-Caissier).
Mettre en place la facture normalisée	La facture normalisée est opérationnelle pour les entreprises du Réel Normal d'Imposition (RNI) ; il reste sa mise en œuvre au niveau du Réel Simplifié d'Imposition (RSI)
Informatiser les moyens de déclaration et de paiement des impôts de la DGI	La télé-déclaration et le télépaiement sont disponibles pour les grandes entreprises. Il reste leur opérationnalisation pour les moyennes entreprises.
Améliorer le cadre programmatique de l'action gouvernementale	Adoption de la LOI 034-2018/AN du 27 juillet 2018 portant pilotage et gestion du développement Adoption de la LOI 024-2018/AN portant loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire au Burkina Faso

Source : CSD Gouvernance économique

4 Axe 2 : Développer le capital humain

4.1 Santé des populations

Pour améliorer l'accès des burkinabè à un système de santé de qualité, le gouvernement met l'accent sur la qualité et l'accroissement de l'offre des services de santé, la réduction des inégalités d'accès à la santé, la mise à disposition des ressources humaines et des infrastructures aux normes internationales et sur la bonne gouvernance des établissements de santé.

Tableau 17: Evolution des indicateurs de mesure de la santé de la mère et de l'enfant

Indicateurs	2016	2017	2018	Cible 2020
Taux de mortalité intra hospitalière maternelle pour 100 000 parturientes	134,6	120,9	119,6	80
Nombre de nouveaux contacts par habitant par an des enfants de moins de 5 ans	2,5	3,1	3,1	>2
Taux de létalité du paludisme grave chez les enfants de moins de 05 ans dans les formations sanitaires	1,5%	1,4%	1,5%	0,8%
Taux de mortalité intra hospitalière (pour 1000) (Centres hospitaliers universitaires (CHU), Centres hospitaliers régionaux (CHR), Hôpitaux de district(HD))	56,4	49,2	57,7	90
Ratio habitants/médecin	15 836	14 404	12 000	10 000
Ratio population/infirmier diplômé d'Etat	4 108	3 619	3 281	
Ratio population/Sage-femme et Maïeuticien d'Etat	7 378	5 874	5 510	
Ratio habitants/pharmacien	80 997	83 898	84 703	
Pourcentage de CSPS remplissant la norme minimale en personnel	93,2 %	91,0 %	84,8 %	
Rayon d'action moyen théorique en km (sans le privé)	6,7 km	6,5 km	6,4 km	
Pourcentage de CSPS remplissant la norme minimale en personnel	93,2 %	91,0 %	84,8 %	

Source : CSD Santé

Les principales actions en matière de santé publique qui ont favorisé la baisse des taux de mortalité maternelle et infantile sont résumées dans les tableaux suivants.

Tableau 18: Nombre d'enfants et de femmes ayant bénéficiés de la gratuité des soins

Indicateurs	2016	2017	2018	Octobre 2019
Nombre d'actes médicaux délivrés gratuitement au profit des femmes enceintes	3 233 293	6 105 610	6 279 933	2 859 177
Nombre d'actes médicaux délivrés gratuitement au profit des enfants de moins de 5 ans	7 068 370	10 815 307	11 653 466	4 736 370

Source : CSD Santé

L'effectivité de la gratuité des soins a permis de délivrer gratuitement plus de 53 millions d'actes médicaux entre 2016 et octobre 2019 pour un coût de plus de 96 milliards F CFA.

Tableau 19: Situation de mise en œuvre de l'assurance maladie universelle et de la gratuité de la planification familiale

Réformes	Objectifs	Réalisation (2016-octobre 2019)
Opérationnaliser le régime d'Assurance maladie universelle (RAMU)	Améliorer l'accessibilité et la qualité des prestations de soins	Création de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie Universelle (CNAMU) par décret n°2018-0331/PRES/PM/MINEFID/MFPTPS du 24 avril 2018. Manuels de procédures élaborés Textes d'application en cours d'élaboration.
Rendre gratuits les services de planification familiale	Rendre disponibles et accessibles les services et les produits de planification familiale	Décret actant la gratuité totale de la planification familiale adopté en conseil de ministre du 26/12/2018. Début effectif en juin 2019

Source : CSD Santé

Le nombre d'habitants pour un personnel de santé a diminué entre 2016 et 2018 et cela quel que soit le type de personnel considéré. Cette baisse est plus remarquable pour les médecins.

La politique de recrutement et de rétention du personnel de santé dans les formations sanitaires du Faso explique cette amélioration des ratios nombre d'habitants pour un type de personnel de santé donné.

Tableau 20: Personnel de santé recruté de 2016 à octobre 2019

Type de personnel recruté	Nombre (recrutement de 2016 à octobre 2019)
Agents de santé à base communautaire	17 668
Médecins (y compris les spécialistes)	1 479
Pharmaciens	198
Agents paramédicaux (infirmiers brevetés, sages-femmes, maïeuticiens...)	5 880

Source : CSD Santé

Pour retenir le personnel de santé dans les formations sanitaires, le Gouvernement a adopté et entamé l'opérationnalisation de réforme de la Fonction publique hospitalière.

Tableau 21: Situation de mise en œuvre de la Fonction publique hospitalière

Réforme : Adopter et mettre en œuvre une loi sur la Fonction publique hospitalière (FPH)	
Objectifs :	
1. Contribuer à l'accès des populations à des services de santé de qualité	
2. Contribuer à la réussite de la Couverture Sanitaire Universelle	
3. Améliorer les conditions de travail dans les Etablissements de Santé	
Textes adoptés :	
1. Décret n°2018-0815/PRES/PM/MINEFID/MFPTPS/MS du 20 septembre 2018, portant classement indiciaire des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière (FPH)	
2. Décret n°2018-814 /PRES/PM/MINEFID/MFPTPS/MS du 20 septembre 2018 portant régime indemnitaire applicable au personnel de la FPH	
3. Décret n°2018-0815/PRES/PM/MINEFID/MFPTPS/MS du 20 septembre 2018, portant classement indiciaire des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière (FPH) ;	
4. Décret n°2018-814 /PRES/PM/MINEFID/MFPTPS/MS du 20 septembre 2018 portant régime indemnitaire applicable au personnel de la FPH	
5. Décret n°2019-436/PRES/PM/MFPTPS/MINEFID/MS du 16 mai 2019 portant tableau de reversement des agents contractuels permanents des EPS dans le classement indiciaire de la FPH ;	
6. Arrêté interministériel n° 2019-024/MFPTPS/MINEFID/MS du 16 mai 2019 portant modalités de reversement des fonctionnaires en détachement dans les EPS dans la grille indiciaire de la FPH ;	
Autres actions :	
1. Le reversement des contractuels propres des établissements publics de santé (EPS) dans la FPH et la constatation de l'incidence financière induite, depuis mai 2019 (1573 dont 592 pour le CHUYO)	
2. Le début et la poursuite du paiement effectif, avec rappel (1er janvier 2018), des fonctionnaires de l'Etat, payés sur le budget des EPS.	

Source : CSD Santé

Les Burkinabè parcourent chaque année moins de distance pour rejoindre une formation sanitaire. De 2016 à 2018, la distance à parcourir a diminué en moyenne de 300 mètres. La construction de nouveaux centres de santé a contribué à réduire la distance à parcourir pour atteindre un centre de santé.

Tableau 22: Situation des réalisations d'infrastructures de santé au profit de la population

Projets	Réalisation de 2016-octobre 2019	En cours	Observations
Nombre de CSPS construits	215	18	
Nombre de CSPS transformés en CM	32	0	Projet expiré en décembre 2017
Nombre de CHR transformé en CHU	1 Ouahigouya	5	
Nombre de nouveaux bâtiments de CHR réalisés.	1 Ziniaré	2 Manga-Dédougou	
Construire le Centre de Médecine traditionnelle et de soins intégrés de Ouagadougou	-	98%	
Construire le Centre de renforcement des capacités en médecine physique et réadaptation	Achévé		
Projet de construction et d'équipement du CHU de Bobo-Dioulasso	Financement bouclé (Don de la Chine populaire)		
Projet de construction et d'équipement du CHU de Bassinko	Construction lancée		

Source : CSD Santé

4.2 Education

La mise en œuvre de la politique sectorielle éducation et formation a permis de réaliser des progrès considérables en matière d'accès et d'amélioration de la qualité. Les indicateurs ci-dessus illustrent ces progrès.

Tableau 23: Situation des indicateurs de suivi de l'éducation

Indicateurs d'accès à l'éducation	2016	2017	2018	2019	Cible 2019
Taux brut de scolarisation au préscolaire	2,89	3,48	4,12	-	6,69
Taux brut d'accès au primaire					
Taux brut de scolarisation au primaire					
Taux d'achèvement au primaire	58,19	60,31	62,99	61,7	72,94
Taux d'accès au post primaire					
Taux d'achèvement au post-primaire général	29,21	35,38	40,63	38,9	36,61
Indice de parité du TBA au primaire	0,96	0,96	0,96	0,96	1
Indice de parité du TBA au post-primaire	1,05	1,06	1,12	1,10	1
Indice de parité du TBA au secondaire	0,7	0,71	0,75	0,87	1

Source : DGEES, Ministère de l'éducation nationale et de la promotion des langues nationales

Malgré la situation sécuritaire difficile, beaucoup d'investissements ont été réalisés pour permettre aux enfants burkinabè d'aller à l'école et de bénéficier d'un enseignement de qualité.

Tableau 24: Situation des réalisations d'infrastructures d'éducation primaire, post primaire, secondaire général et du secondaire technique et professionnel

Actions	Réalisations (2016- 31/10/2019)	En cours de réalisation	Cibles 2020
Nombre de salles de classe du préscolaire construites	128	50	
Nombre de salles de classe construites pour normalisation d'école	852	78	
Nombre de salles de classe du primaire construites pour la résorption des classes sous paillotes	1 882	693	4 353
Nombre de salles de classe construites pour CEG	1 705	92	
Nombre de Salles de classe construites pour lycées	399	0	
Nombre de lycées professionnels construits (<i>dont érection d'établissements d'enseignement secondaire général en complexes d'enseignement général et de formation professionnelle</i>)	4	1	20
Nombre de lycées techniques construits	0	2	13
Nombre de lycées scientifiques construits	2	6	13
Nombre de collèges d'enseignement technique et de formation professionnelle (CEFTP) construits	1	4	45
Nombre de Salles de classes (SDC) construits pour ENF (CPAF/CST)	8	28	
Nombre de SDC construits pour ENF (CEBNF)	17	0	
Nombre d'établissements d'enseignement public du Burkina Faso électrifiés par le système photovoltaïque	1 115		50 913
Nombre d'élèves du post primaire ayant bénéficié d'une bourse	10 286		
Nombre d'élèves du secondaire ayant bénéficié d'une bourse	6 185		

Source : CSD Education et formation

4.3 Impact de la crise sécuritaire sur l'éducation

De 2016 à 2019, le système éducatif a subi les effets pervers de l'insécurité. Cette situation a conduit à la fermeture de plusieurs établissements.

Tableau 25: Situation des établissements fermés et des élèves hors système éducatif

Indicateurs	Situation à la rentrée 2019/2020
Nombre d'établissements du primaire fermés	1 305
Nombre d'élèves du primaire hors du système éducatif à cause de l'insécurité	158 321
Nombre d'établissements du post-primaire et du secondaire fermés	148
Nombre d'élèves du post-primaire et du Secondaire hors du système éducatif à cause de l'insécurité	26 496

Source : CSD Education et formation

Le défi majeur qui se pose à l'éducation, à l'heure actuelle, est la réouverture des établissements fermés en raison de l'insécurité.

4.4 Enseignement supérieur

Dans le domaine de l'enseignement supérieur l'ambition du Gouvernement est d'offrir un cadre adéquat d'apprentissage aux étudiants. Pour ce faire des investissements ont été réalisés pour augmenter le vivier étudiant au Burkina Faso. Cela a permis d'obtenir des résultats probants qui sont présentés dans les tableaux ci-après.

Tableau 26: Niveau des indicateurs de mesure des résultats dans le domaine de l'enseignement supérieur

Indicateurs de sous-effets	Niveau cumulé au 31/12/2018
Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	600
Nombre de nouveaux amphithéâtres réalisés	1
Nombre de bâtiments pédagogiques construits	7
Nombre d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) recrutés	100
Nombre d'assistants recrutés	100
Nombre d'étudiants demandeurs admis	4 867
Ratio enseignant permanent/étudiants	1/80
Proportion des filières professionnalisant	65,70%
Proportion des étudiants inscrits dans des filières professionnelles adaptées au processus de transformation structurelle	45,80%
Proportion d'étudiants bénéficiaires de bourses	6,43%
Proportion d'étudiants bénéficiaires de l'aide ou du prêt	85,05%
Proportion d'étudiants en situation de handicap bénéficiant d'un appui spécifique	35,20%

Source : CSD Education et formation

Tableau 27: Situation de réalisation des investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur

actions	Réalisations cumulées au 31 octobre 2019	En cours de réalisation
Construire 46 bâtiments pédagogiques dans les universités		<p>1. Bâtiment pédagogique R+2 construit à l'Université NAZI BONI de Bobo (80%)</p> <p>2. UFR/ST (composée d'un bâtiment pédagogique en R+2 comportant des laboratoires, des salles de cours, une salle de conférence de 300 places et des bureaux pour enseignants) à l'UO 2 (30%)</p>
Construire 26 amphithéâtres dans les universités		<p>1. Amphithéâtre de 750 places à l'Université Norbert ZONGO de Koudougou (59%) Amphithéâtre jumelé de 750 places à l'UO2 (63,2%)</p> <p>2. Amphithéâtres de 1000 et 1500 places à l'UO2 (40%)</p> <p>3. Bâtiment R+2 contenant 3 amphis de 500 places (28%)</p>
Construire et équiper 6 cités universitaires de 4 000 lits	Cité universitaire de 1 500 places à l'Université NAZI BONI de Bobo	Cité de 1 500 lits à l'UO2 (19,04%)
Créer de nouvelles universités dans les régions	4 nouvelles universités ont été créées : Dédougou-Kaya-Manga	
Construire le siège de l'Université virtuelle du Burkina Faso (UV-BF)		Travaux de construction en cours (25,45%)
Mettre en place 16 espaces numériques		3 Espaces numériques ouverts en cours de Construction : Ouagadougou (64,44%) - Bobo Dioulasso (60,05%) - Koudougou (74,48%)
Rendre fonctionnel le site de l'Université Ouaga II	Restaurant universitaire de 700 places achevé Centre médical achevé	<p>1. Amphithéâtre jumelé de 750 places à l'UO2 (63,2%)</p> <p>2. Amphithéâtres de 1000 et 1500 places à l'UO2 (40%)</p> <p>3. Bâtiment R+2 contenant 3 amphis de 500 places (28%)</p>
Implanter des parcs d'innovation sur les pôles de croissance du Burkina Faso	Tenue de deux rencontres de dynamisation du parc d'innovation avec les partenaires pour la réalisation des vitrines vivantes (riz, manioc, patate douce à chair orange, papaye, maïs).	

Source : CSD Education et formation

4.5 Amélioration de l'emploi et la protection sociale

En vue d'améliorer la disponibilité et l'employabilité des ressources humaines ainsi que la protection sociale, le Gouvernement a mis en œuvre plusieurs actions dans le cadre de la politique « travail, emploi et protection sociale ». Les actions les plus importantes sont résumées dans le tableau suivant.

Tableau 28: Situation des actions mises en œuvre en matière d'emploi et de protection sociale

Indicateurs	2016-au 31/10/2019
Nombre de nouveaux agents recrutés au profit de l'Administration publique	51 154
Nombre de brigadiers recrutés pour les THIMO en milieu urbain et en milieu rural	39 279
Nombre de jeunes formés à la demande et insérés dans les entreprises	4 897
Nombre de jeunes diplômés des universités recrutés et employés pour enseigner dans le post-primaire dans le cadre du PEJEN	7 417
Nombre de jeunes diplômés ou qualifiés engagés sur les chantiers de développement en qualité de volontaires	3 020
Nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires des actions d'amélioration d'employabilité	44 988
Nombre de microprojets financés	66 946
Nombre total des emplois créés	284 811
Nombre des emplois décents dans le total des emplois créés	114 848
Nombre de femmes bénéficiaires des superficies aménagées	5 729
Nombre d'enfants en difficulté formés aux métiers	3 891
Nombre d'orphelins et enfants vulnérables (OEV) pris en charge	56 612
Nombre de personnes vulnérables appuyées	1 919 521
Nombre de personnes handicapées accompagnées pour leur insertion professionnelle	3 025
Nombre d'enfants handicapés bénéficiant d'une prise en charge intégrée	10 071
Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires de cash transfert	132 481
Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires d'une prise en charge intégrée dans le cadre du PNR-PV	5 727
Nombre de personnes victimes de catastrophes et crises humanitaires assistées	401 019
Nombre d'entreprises de femmes formalisées	1 138
Nombre d'associations de femmes bénéficiaires de fonds de roulement et de crédits d'investissement	500
Nombre de femmes formées en entrepreneuriat	8 750
Nombre de femmes bénéficiaires de crédits pour le financement de leurs AGR	490 841

Source : ONEF et rapport CSD

4.6 Eau potable et assainissement

En matière d'eau potable, la politique du gouvernement est de réaliser l'objectif « zéro corvée d'eau » à l'horizon 2020. Le tableau suivant donne l'état de réalisation des indicateurs de 2015 à 2018 et leur cible de 2019.

Tableau 29: Etat de réalisation des indicateurs en matière d'eau potable au 31 octobre 2019

Indicateurs	Réalisation				Cible
	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'accès national à l'eau potable	71,9%	72,4%	73,4%	74%	74,6%
Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	65%	65,3%	66,2%	67,3%	68%
Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	89,9%	91%	91,7%	91,1 %	96%
Nombre de villages sans accès à l'eau potable en milieu rural	360	275	196	89	<70

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

L'amélioration du profil de l'ensemble des indicateurs d'accès à l'eau potable a été rendu possible grâce à la réalisation des investissements et réformes ci-dessous.

Tableau 30: Etat de réalisation des investissements en matière d'eau potable au 31 octobre 2019

Investissements	Réalisations cumulées au 31/10/2019	Réalisations en cours au 31/10/2019	Cible
Milieu rural			
Nombre de forages neufs réalisés	7 006	952	7 500
Nombre de forages réhabilités	2 752	632	3 020
Nombre d' Adductions d'Eau Potable (AEP) réalisées	450	77	611
Nombre d' Adductions d'Eau Potable (AEP) réhabilitées/mises à niveau	60	17	225
Nombre de réseaux d'Approvisionnement en Eau Potable (AEP) multi-village réalisés	1	0	5
Milieu urbain			
Longueur de réseau AEP réalisées (km)	771,91	344,15	
Nombre de branchements particuliers (BP) réalisés	100 188,00	11 227,00	
Nombre de bornes fontaines (BF) réalisées	282,00	88,00	
Capacité de stockage -en m3	13 050,00	450,00	
Capacité de production en eau de surface en m3/j	166 270,00	21 856,00	

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

Tableau 31: Etat de réalisation des réformes en matière d'eau potable au 31 octobre 2019

Réforme	Objectif	Situation de mise en œuvre
Elaborer et adopter un guide pratique sur la délégation du service public en matière d'eau potable en milieu rural au Burkina Faso	Améliorer le mécanisme de gestion de l'eau en milieu rural et semi urbain	Le Guide a été adopté
Réduire le tarif de l'eau potable en milieu rural pour la période 2019-2030 au Burkina Faso		
Adopter la Stratégie Nationale de l'Eau		Non réalisé (90%)

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

Concernant le sous-secteur de l'assainissement, des eaux usées et excréta, des progrès non négligeables ont été accomplis. Le tableau suivant donne l'état de réalisation des indicateurs de 2015 à 2018 et leur cible de 2019.

Tableau 32: Etat de réalisation des indicateurs « Assainissement, eaux usées et excréta au 31 octobre 2019

Indicateurs	Réalisation			
	2015	2016	2017	2018
Taux d'accès national à l'assainissement	18%	19,8%	21,6%	22,6%
Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural	12%	13,4%	15,1%	16,4%
Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	34,2%	36,8%	38,3%	38,2%

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

Au 31 octobre 2019, les investissements et réformes qui expliquent le niveau atteint par les principaux indicateurs se présentent comme suit.

Tableau 33: Etat de réalisation des investissements d'Assainissement, eaux usées et excréta au 31 octobre 2019

Investissements	Réalisations cumulées au 31/10/2019	Réalisations en cours au 31/10/2019	Cibles
Nombre de latrines familiales réalisées	135 368	37 813	238 081
Nombre de latrines institutionnelles et publiques réalisées	3 992	820	5 440
Nombre de stations de traitement de boue de vidange (STBV) réalisées	2	0	7
Longueur de réseaux d'assainissement collectif et semi-collectif réalisés à Ouagadougou (30 km) et Bobo Dioulasso (20 km)	12 km	13 km	50 km

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

4.7 Environnement et assainissement

Les performances atteintes dans la réalisation sont appréciées à travers les indicateurs. Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation de ces indicateurs en 2018.

Tableau 34: Etat de réalisation des indicateurs du domaine de l'environnement

INDICATEURS	REALISATION 2018
Pourcentage de communes disposant d'un système fonctionnel de gestion des déchets solides	23,14%
Superficie cumulée d'espaces verts reboisées dans les communes urbaines (hectares)	123,45
Proportion d'établissements d'enseignement primaires et secondaires ayant intégré l'éducation environnementale dans leur programme	4,40%
Nombre cumulé de Plans de gestion environnementale et sociale (PGES) suivis	507

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

Au 31 octobre 2019, les investissements et réformes qui expliquent le niveau atteint par les principaux indicateurs se présentent comme suit.

Tableau 35: Etat de réalisation des investissements d'environnement au 31 octobre 2019

Investissements/Reformes	Réalisations cumulées au 31 octobre 2019	En cours de réalisation
Treize (13) centres de traitements et de valorisation des déchets plastiques dans les régions sont créés	Réception et équipement des centres de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Dori et Tenkodogo	Finalisation des Centres de Dédougou et de Manga
Le secteur des transports qui est le secteur le plus polluant est règlementé, notamment à travers une législation sur l'importation des véhicules usagers et le renforcement des contrôles techniques		Un groupe de travail a été mis en place avec pour mandat au titre de l'année 2019 de renforcer le cadre juridique et réglementaire en matière de protection de l'environnement et de contrôle des émissions dues aux véhicules terrestres à moteur

Source : CSD Environnement, eau et assainissement

5 Axe 3 : Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois

5.1 Agriculture

Dans le secteur agricole, les actions déployées en vue d'améliorer la production agricole et de soutenir la transformation des produits agricoles tout en renforçant la résilience des ménages ont conduit aux résultats suivants dont les plus illustratifs sont inscrits dans le tableau ci-après.

Tableau 36: Quelques indicateurs de suivi des effets de la mise en œuvre des actions dans le domaine de l'agriculture

Indicateurs	Réalizations (en %)					Cibles
	Référence 2015	2016	2017	2018	2019	2019
Part des productions irriguées dans la production agricole totale	15,0	19,70	17,4	11,0	–	20,0
Taux de couverture des besoins céréaliers	96,0	102,0	87,7	109,0	102,0	140,0
Taux de commercialisation des produits agricoles (y compris cultures de rente)	25,0	22,0	23,0	27,0	–	33,0
Proportion des superficies aménagées ou réhabilitées en maîtrise totale d'eau	31,0	31,0	33,0	33,3	–	35,0
Proportion des superficies de bas-fonds aménagées ou réhabilitées	12,0	14,0	15,0	15,0	–	20,0
Proportion de personnes en insécurité alimentaire structurelle	nd	14,00	17,00	11,0	–	9,0
Taux des superficies traitées contre les fléaux et autres nuisibles	nd	nd	76,9	79,1	–	100,0
Taux d'accroissement des productions céréalières	-8,2	9,0	-11,0	27,5	–	10,0

Source: CSD Production agro-sylvo-pastorale

*= donnée prévisionnelle du CPSA. Pour les autres indicateurs, les données de 2019 seront disponibles en 2020

Ces résultats ont été rendus possibles grâce aux actions engagées en termes d'accompagnement des producteurs en intrants et équipements agricoles, d'aménagement hydro-agricoles et de sécurisation foncière ci-après résumées dans le tableau suivant.

Tableau 37: Quantités d'intrants agricoles à prix subventionnés mis à la disposition des producteurs

Intrants agricoles à prix subventionnés	Réalisations cumulées 2016-31/10/2019	Cibles sur les 5 années
Intrants et équipements agricoles		
Quantité des engrais (Urée, NPK, DAP) à prix subventionnés (tonnes)	73 841,78	78 137,00
Quantité de semence améliorées (tonnes)	23 194,19	25 139,00
Quantité de pesticides contre les nuisibles (litres)	135 524,00	110 939,00
Nombre de tracteurs à prix subventionné	430	-
Nombre de motopompes	917	-
Nombre d'équipements à traction animale	46 398	150 000
Aménagements hydro-agricoles		
Superficie de bas-fonds aménagés (ha)	16 796	35 000
Superficie des bas-fonds réhabilités	4 753	-
Superficie de la plaine de la vallée du KOU BAMA réhabilitée (ha)	30	-
Superficie de périmètres irrigués dans la vallée du Sourou (ha)	2 395,00	3 818,00
Superficie de périmètres agro-sylvo-pastoraux et halieutiques aménagés dans les régions du Centre-Nord, Centre-Ouest et des Hauts-Bassins (ha)	456,75	1 000,00
Superficie de nouveaux périmètres irrigués (ha)	6 374,00	-
Superficie des périmètres irrigués réhabilités (ha) réalisée	2 054,00	4 436,00
Superficie des périmètres maraîchers (ha) réalisée	643,00	-
Nombre de bassins de collecte des eaux de ruissellement (BCER) réalisés	1 074,00	-
Nombre de puits maraichers réalisés	1 292,00	-
Nombre de boulis réalisés	36,00	-
Sécurisation foncière, transformation, commercialisation et sécurité alimentaire		
Nombre de Services Fonciers Ruraux (SFR) et Bureaux Domaniaux (BD) mis en place	138	289
Nombre d'unités de transformation des produits agricoles dans les zones à forte production construits	17	31
Nombre de magasins et aires de séchage	248	
Nombre d'unités de conservation construites	97	
Nombre de boutiques témoins pour la vente des vivres à prix social	663	

Source: CSD Production agro-sylvo-pastorale

En plus de ces investissements, le Gouvernement a adopté le code des investissements agro-sylvo-pastoraux. La situation de mise en œuvre de la réforme est résumée dans le tableau ci-après.

Tableau 38 : situation de réalisation des réformes stratégiques en matière Agro-sylvo-pastorale

REFORME STRATEGIQUE	Objectif	Situation de mise en œuvre
Adopter le Code des investissements agro sylvo pastoraux, halieutiques et fauniques et ses décrets d'application.	Faciliter les investissements dans le domaine agro sylvo pastoraux, halieutiques et fauniques.	<p>1. Décret n° 2018-0461/PRES promulguant la loi n° 017-2018/AN du 17 mai 2018 portant Code des investissements agro sylvo pastoraux, halieutiques et fauniques.</p> <p>2. Un (01) projet de décret portant condition de bénéfice des avantages prévus aux articles 33 et 34 de la loi ;</p> <p>3. Un (01) projet d'arrêté conjoint fixant la liste des matières premières admises à la catégorie 1 du tarif des douanes au taux de 7,3% conformément à l'article 27 de la loi. Le code est en cours de traduction en 05 langues nationales.</p>
Mettre en place un fonds de développement agricole	Améliorer l'accès aux financements des acteurs du secteur agricole	<p>Les étapes suivantes ont été réalisées :</p> <p>1. La réalisation d'une étude de faisabilité financée par la Banque Mondiale et dont les conclusions ont été validées en atelier national le 13 avril 2017.</p> <p>2. La constitution d'un dossier technique relatif à la création du Fonds de Développement Agricole conformément à la circulaire N°2014-008/PM/CAB du 10 février 2014 portant référentiel relatif à la création des Etablissements Publics de l'Etat (EPE).</p> <p>3. L'approbation du dossier technique par la Commission Interministérielle (CIM/MINEFID) chargée du suivi de l'application de la réglementation des Etablissements publics de l'Etat (EPE).</p>

Source: CSD Production agro-sylvo-pastorale

La concrétisation des investissements visant l'accroissement de la productivité animale (central d'achat de médicament vétérinaire, abattoirs) ainsi ceux relatifs à la mécanisation agricole (unité de montage de tracteurs) et à la mise à disposition d'intrants (centrale d'achat des intrants et matériels agricole, unité de production d'engrais phosphate, etc.) associée à la sécurisation alimentaire demeurent les principaux défis à relever pour impulser l'augmentation de la productivité du monde rurale.

5.2 Mobilisation et gestion des ressources en eau

De 2016 au 31 octobre 2019, les progrès ont été enregistrés dans le domaine de la mobilisation et la gestion intégrée des ressources en eau. Lesdits progrès sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 39: Etat de réalisation des indicateurs « Mobilisation des ressources en eau » au 31 octobre 2019

Indicateurs	Réalizations				Cibles
	2015	2016	2017	2018	2019
Capacité de stockage en eau de surface (en millions de m ³)	5 030,55	5 036,12	6 135,35	6 135,35	6 148,00
Taux de fonctionnalité des barrages (en %)	53,00	53,60	54,67	56,02	57,00
Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	2	5	11	11	17
Nombre cumulé de barrages réhabilités	2	6	11	26	37
Proportion des retenues d'eau de surface avec protection des berges (en %)	13%	15%	16%	17%	20%
Taux de recouvrement de la Contribution Financière en matière d'Eau CFE (base prévision) (en %)	100%	147%	126%	86,29%	100%
Nombre d'agences de l'eau disposant d'un SDAGE	2	2	2	2	3

Source: CSD Environnement, eau et assainissement

Les résultats atteints ont été rendus possibles grâce à la mise en œuvre d'investissements et de réformes consignés dans les tableaux ci-après.

Tableau 40: Etat de réalisation des investissements en matière de mobilisation et de gestion en eau au 31 octobre 2019

Investissements structurants	Réalizations cumulées au 31/10/2019
Construire de retenues d'eau (Barrages) dans les 13 régions	<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (09) nouveaux barrages ont été réalisés : Gourgou, Lallé, Bogré, Guitti, Samendéni, Lindi, Matourkou, Biéha, Koakin. - 24 barrages ont été réhabilités : Tapoa, Bogandé centre, Koumbri, Zourmakita, Yaramoko, Dala, Bani, Touro, Saria, Comoé, Loropéni, Barkoundba, Kossoghin, Bissighin, Béré, Tanvi/Nakamtenga, Kologouessé, Diapangou, Sandogo, Niogo, Goumogho, Tiéfora, Yaika et Séboun
Restaurer, protéger et valoriser le lac Bam	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux d'achèvement de rehaussement du seuil du lac Bam, - Travaux d'achèvement de la piste reliant la RN15 au quartier Saint Paul - Aménagement de 240 ha de périmètres irrigués et du lot de 282 ha.
Construire le barrage de Bambakari /Tin-Akoff 2e phase	- Travaux de terrassement pour la fondation au niveau du lit du "Béli"
Achever la construction du barrage de Samendéni (PDIS I)	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux du barrage achevés 100%. - Le taux d'exécution des travaux d'installation de la centrale hydroélectrique est estimé à 90%.

Source: CSD Environnement, eau et assainissement

Tableau 41: Etat de réalisation des réformes en matière de gestion intégrée des ressources en eau au 31 octobre 2019

Réforme	Situation de mise en œuvre
Finaliser et adopter le SDAGE de l'agence de l'eau du Nakambé	Projet du document introduit pour adoption en Conseil des ministres.
Elaborer et adopter les SDAGE des agences de l'eau du Gourma et du Liptako	Processus au stade de validation des études thématiques suivantes : (i) l'étude socio-économique, (ii) l'étude hydraulique, minière et industrielle, (iii) l'étude hydraulique agricole, (iv) l'étude hydraulique pastorale et halieutique et le démarrage des études AEP et physiographie et (v) l'état des lieux de l'environnement.
Nombre cumulés de services de police de l'eau fonctionnels	11 services de police de l'eau fonctionnels.

Source: CSD Environnement, eau et assainissement

5.3 Energie

Dans le domaine de l'énergie, l'ambition affichée est d'accroître l'offre, de réduire son coût tout en augmentant la part des énergies renouvelables.

Le tableau ci-après résume les principales améliorations de la politique gouvernementale.

Tableau 42: Situation des indicateurs en matière d'énergie

Indicateurs	Valeur 2015	Réalizations			Cibles
		2016	2017	2018	2020
Puissance installée (en Mégawatts)	300	324,3	324,6	359,547	1000
Part des énergies renouvelables dans la production totale	1%	14%	14,33%	12,56 %	30%
Coût du KWh d'électricité des hautes tensions (FCFA)	75	75	75	75	55
Taux de couverture électrique national	33,32%	33,55%	35,58 %	38,56	52,30%
Taux d'électrification national	18,83%	20,07%	20,62%	21,34%	30%
Taux d'électrification national urbain	59,88%	66,46%	65,84%	68,63%	69%
Taux d'électrification national rural	3,06%	3,20%	3,24%	3,18%	12,60%
Nombre total de localités électrifiées	562	-		759	
Nombre de lampes LED installées en remplacement des lampes à tube fluorescents dans les ménages				869 304	1 500 000
Nombre de lampadaires LED en remplacement de tous les lampadaires à haute pression de sodium pour l'éclairage public				4 108	10 500

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

L'accroissement de l'offre énergétique estimée *à plus de 200 MW* est expliqué par les réalisations consignées dans le tableau ci-après.

Tableau 43: Réalisation des investissements en matière d'énergie

Actions	Situation de mise en œuvre au 31 octobre 2019
Construire et mettre en service la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli (33 MWc)	Achevée
Construire et mettre en service la centrale solaire photovoltaïque communautaire de Ziga, (1,1 MWc)	Achevée
Construire et mettre en service l'interconnexion entre Bolgatanga, au Ghana, et Ouagadougou pour l'importation de 100 MW de puissance complémentaire;	Achevée
Construire et mettre en service la centrale électrique de 50 MW en collaboration avec AGREKO	Achevée
Relever à 100 MW la quantité d'électricité transportée par la ligne d'interconnexion avec la Côte d'Ivoire	Effective

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

Tableau 44: Situation des réformes mises en œuvre dans le secteur de l'énergie

Réformes	Objectifs	Situation de mise en œuvre
Adopter la loi portant réglementation générale du secteur de l'énergie et ses textes d'application	Libéraliser et renforcer la régulation du secteur de l'énergie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Loi n°014-2017/AN du 20 avril 2017 portant réglementation générale du secteur de l'énergie adoptée 2. Fonds de développement de l'électricité transformé en Agence burkinabè de l'électrification rurale (ABER) 3. Missions de l'Autorité de régulation du secteur de l'énergie (ARSE) renforcées 4. Agence nationale de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique (ANEREE)
Adopter le schéma directeur national de production, de transport et de distribution de l'énergie		Schéma directeur national de production, de transport et de distribution de l'énergie adopté

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

La situation d'exécution des investissements est présentée dans le tableau suivant

Tableau 45: Situation d'exécution des investissements dans le domaine de l'énergie

Investissements	Réalisations cumulées au 31 octobre 2019	Observations
Renforcement du parc thermique		
Renforcement du parc thermique de Fada (7,5 MW)	95 %	
Renforcement du parc thermique de Kossodo (50 MW)	10%	
Construction de la centrale thermique fonctionnant au HFO/gaz sur le site de Ouaga Sud-Est (150 MW)	15%	recrutement effectif du prestataire privé
Centrales solaires photovoltaïques		
Extension de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli à 50 Mwc	20%	DAO lancé
Centrale de Zano (20Mw) et de celle de Dédougou (15Mw) ;	20%	recrutement effectif du prestataire privé
Centrale solaire de Kalzi (30 Mw) ;	20%	recrutement effectif du prestataire privé
Centrale sur le site de Pâ (30Mw) ;	20%	recrutement effectif du prestataire privé
Centrale d'une capacité de 30 Mw sur le site de Kodéni ;	20%	recrutement effectif du prestataire privé
Centrale sur le site de Ouagadougou (30Mw).	20%	recrutement effectif du prestataire privé
Construction de la centrale solaire photovoltaïques de 20 MWC Koudougou	20%	la sélection provisoire de deux entreprises pour le démarrage de la construction de centrales solaires
Construction de la centrale solaire photovoltaïques de de 10 MWC à Kaya ;	20%	la sélection provisoire de deux entreprises pour le démarrage de la construction de centrales solaires
Renforcement des lignes électriques		
ligne 225 KV Pâ-Diébougou	25%	le recrutement de trois (03) entreprises pour la construction des lignes
Ligne 225 KV Ziniaré-Kaya	20%	les entreprises ont été recrutées
Ligne de 90 KV Wona-Dédougou	20%	les entreprises ont été recrutées
Ligne de 132 KV Zano-Koupéla	97%	les travaux en cours d'achèvement
Interconnexion		
construction de la ligne d'interconnexion de 330 KV Nigeria-Niger-Bénin-Burkina Faso (Dorsale nord)		Processus en cours pour le recrutement du prestataire chargé de la construction

Projet d'interconnexion de 225 KV Han
(Ghana)-Bobo-Dioulasso-Sikasso-Bamako

Etude de faisabilité en cours,
de taux d'exécution estimée à
80%

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

5.4 Habitat et urbanisme

En matière d'habitat et d'urbanisme, les principales actions menées portent sur le développement des outils de planification des aménagements urbains et la mise à disposition des ménages de logements sociaux.

Tableau 46: Nombre de logements sociaux construits

Indicateurs	Réalisation 2016-31 octobre 2019	2020
Nombre de logements sociaux construits	4 078	40 000

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

Ainsi, les acquis majeurs sur la période se présentent comme suit, même si des efforts devraient être fournis pour couvrir le gap.

- la construction cumulée de 4078 logements (Ouaga, Bobo, Gaoua, Manga, Banfora, Tenkodogo, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 40 000 logements sociaux et économiques entre 2016 et octobre 2019 ;
- la finalisation de 11 *Schémas directeur d'aménagement et d'urbanisme* (SDAU) dont celui du grand Ouaga (SDAGO) en attente d'adoption ;

Les défis majeurs restent la concrétisation de l'adoption des SDAU, l'élaboration des autres instruments de planification urbaines (SDAU, SDGDU, SDDEP, etc.) et la restructuration des zones non loties dans le cadre de la résorption de l'habitat spontané dans les 13 capitales régionales et à Pouytenga, ainsi que l'accélération des travaux d'assainissement pluvial qui rencontrent des délais.

5.5 Infrastructures routières

L'ambition affichée est d'assurer le désenclavement aussi bien interne qu'externe du pays afin de soutenir les actions de développement. Dans cette optique, l'accent est mis sur le bitumage des routes, l'amélioration du réseau routier en termes d'entretien courant et périodique et la construction de pistes rurales.

Des résultats tangibles sont enregistrés comme l'illustrent le profil des indicateurs du tableau ci-après.

Tableau 47: Situation des indicateurs dans le domaine des infrastructures routières

Indicateurs	Valeurs 2015	Réalizations			Cibles
		2016	2017	2018	2020

Proportion des routes bitumées	24%	24%	24,5%	25,61%	26,1%
Proportions des pistes rurales aménagées	27%	29%	30,4%	32,60%	36,0%

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

Ces résultats ont été rendus possibles grâce aux actions ci-dessous engagées.

Au titre des travaux de bitumage, le linéaire total de routes en travaux de bitumage et renforcement est de 2136,17 km (réseau classé et voiries urbaines).

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, sur ce linéaire, il y a environ 615.24 km de route dont les travaux de bitumage et/ou de renforcement sont achevés, 609,03 km en cours d'exécution et 911,9 km en instance de démarrage.

Tableau 48: Infrastructures routières achevées

Projets	Linéaires	Taux de réalisations
Linéaire total achevé	615,24 km	
Ouahigouya-Thiou -Frontière du Mali	63 km	100%
Koupéla-Tenkodogo-Bittou-frt.du Togo y compris la bretelle de Mogandé	153 km	100%
Koupéla-Gounghin	34 km	100%
Dédougou -Tougan	91 km	100%
Kongoussi – Djibo, Section 1 (Kongoussi-Yargo)	16 km	100%
Travaux de réhabilitation de voiries dans la ville de Bobo-Dioulasso	17,04 km	100%
Travaux de réhabilitation de voiries dans la ville de Ouagadougou	30,45 km	100%
travaux d'aménagement et de bitumage de la voie d'accès à l' INSSA à Bobo-Dioulasso	4,5 km	100%
Travaux d'aménagement et de bitumage de voiries à Gaoua dans le cadre des festivités du 11 décembre 2017	52 km	100%
Travaux d'aménagement et de bitumage de voiries de Kaya dans le cadre des festivités du 11 décembre 2016	53,3 km	100%
Travaux de construction des accès à l'échangeur du Nord	22 km	100%
Travaux d'aménagement et de bitumage des voies d'accès à l'hôpital de district de Bogodogo à Ouagadougou	2,75 km	100%
Travaux d'aménagement et de bitumage de voiries de la rue Wemba Poko à Ouagadougou	1,65 km	100%
Travaux d'aménagement et de bitumage de voiries dans la région du centre Sud (Manga, Pô et Kombissiri) dans le cadre des festivités du 11 décembre 2018	44 km	100%
Travaux de réhabilitation de voiries dans la ville de Koudougou	9 Km	100%
Ouvrages de franchissement achevés		
Aire de repos à Zorgho		100%
Pont de la SIRBA sur la RN18 (Fada-Bilanga)		100%
Pont du Mouhoun sur la RN01 à Boromo ;		100%
Pont sur la RN03 à droite du barrage de Yalgo.		100%

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et habitat

Tableau 49: Situation des travaux d'infrastructures routières en cours de réalisation

Projets	Linéaires	Taux de réalisations	Observations
TRAVAUX EN COURS	609,03 km		
Didyr -Toma-Tougan	84 km	76,14% (lot 1) et 65,76 % (lot 2)	Contreperformance des entreprises
Kongoussi-Djibo, section 2 : Yargo-Djibo	80 km	67%	Menaces sécuritaires
Manga -Zabré	79 km	50%	contreperformance des entreprises
Aménagement et bitumage de la voirie d'accès au musée de Manéga	4,52 km	39,2 %	contreperformance de l'entreprise
Aménagement et bitumage du boulevard périphérique de la ville de Ouagadougou	125 km	6%	Les travaux préparatoires ont démarré (Nettoyage de l'emprise achevé sur les ¾ du linéaire du projet)
Kantchari-Diapaga-frontière du Bénin (145 km)	145 km	38% (lot 1) et 2,15% (lot 2)	contreperformance des entreprises, menaces sécuritaire dans la zone du projet (lot 2)
Travaux d'interconnexion RN03-RN04	4,4 km	75 %	Contreperformance de l'entreprise
Travaux de voiries en pavés à Tenkodogo	5,16 Km	23,0 %	Contreperformance de l'entreprise
Travaux d'aménagement de voiries en pavés dans la ville de Ouagadougou, Rue DAPOYA	2,7 km	90%	
Travaux d'aménagement de l'aval du dalot sur le Boulevard circulaire (face à Marina Market) au quartier Patte d'Oie à Ouagadougou	1,65 km	97,4%	
Aménagement et bitumage de la voirie allant de Sondogo à Boassa	5,2 km	95,01%	
Aménagement de voirie en pavés à Kongoussi et à Djibo	5,2 km		Travaux en souffrance dans la mise en œuvre pour cause d'insécurité
Revêtement de la voie reliant la RN 4 à la RD 152 à SAABA	2,7 km	100%,	Les préparatifs de la réception sont en cours
Elargissement et renforcement de la rocade sud-est du boulevard des Tansoba à Ouagadougou	6,9 km		Les travaux viennent de démarrer
les travaux d'aménagement et de bitumage de voiries à Tenkodogo dans le cadre des festivités du 11 décembre 2019	47 km	25%	
Aménagement et bitumage des rues 30.161 et 30.260 dans la Commune de Ouagadougou	1,6km	95%	
Réhabilitation de voiries dans la ville de Koudougou	9 km	94%	

Construction du pont de Nazinon et de ses voies d'accès sur la route nationale n°5 (RN05)	52%
---	-----

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

Tableau 50: Situation des travaux d'infrastructures routières en instance de démarrage

Projets	Linéaires	Taux de réalisations	Observations
TRAVAUX EN INSTANCE DE DEMARRAGE	911,9 km		
Construction et bitumage de la route Fada – Bogandé	129,0 km		En cours d'installation
Construction et bitumage de la route Dori – Gorom -Gorom	53,3 km		
Construction et bitumage de la route Koundougou – Solenzo	72,0 km		En cours d'installation
Travaux de construction et de bitumage de la route Boulsa - Pouytenga	56,0 km		En cours d'installation
Construction et bitumage de la route Tougan – Lanfièra – N'di	63,0 km		En cours d'installation
Réhabilitation de la route Gounghin -Fada N'Gourma-Piéga-frt. du Niger	218,0 km		En cours d'installation
Construction et bitumage de la route nationale n°17 entre Guiba et Garango	72,0 km		En cours d'installation
Construction et bitumage de la route nationale n° 23 entre Ouahigouya -Djibo	110,0 km		en instance de démarrage
Construction de la route nationale n°10 entre Tougan -Ouahigouya	94,0 km		en instance de démarrage
Aménagement et bitumage de voiries dans la ville de Zorgho dans le cadre des travaux de CU09	5,0 Km		en instance de démarrage
Aménagement et bitumage de voiries à Saaba	2,5 km		
Réhabilitation de voiries dans la ville de Ouagadougou	12,3 km		
Construction et bitumage de voiries dans la ville de Ouagadougou	13,0 km		
Aménagement et bitumage de l'Avenue de l'Insurrection Populaire à Bobo Dioulasso	1,6 km		
Construction et bitumage de la rocade nord : bouclage du boulevard circulaire de Ouagadougou	10,5 km		en instance de démarrage
Reconstruction de l'ouvrage de Ramsa (Guitti) sur la RN15			En cours d'installation

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

Au titre de l'amélioration du niveau de service du réseau routier, de 2016 au 31 octobre 2019, le linéaire total des routes ayant reçu un entretien courant s'élève à 8059,96 km. Les réalisations sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 51: Situation de l'entretien des infrastructures routières

Programme	Linéaires	Taux de réalisations	Observations
ENTRETIEN COURANT			
Travaux d'urgence d'entretien courant de l'année 2016	5 834 km	82%	
Travaux d'entretien courant de 2017	5 123 km	85%	
l'entretien courant de 15 728 km de routes du réseau classé et des pistes rurales	15 728 km		En instance de démarrage
ENTRETIEN PERIODIQUE			
Travaux d'entretien périodique de la route nationale N°24 : Dori-Sebba	94 km	91%	Menace sécuritaire dans certaines zones
travaux d'entretien périodique de la route régionale N°11 entre Fara (BK1/61) et Poura carrefour (Embranchement RN 01)	31,45 km	80%	
Travaux d'entretien périodique de 911 Km de routes	911 Km	84%	
Travaux de resurfacement de la route nationale n°14 entre sakoinsé-Koudougou :42 km et celle de la nationale n°22 Ouagadougou-Kongoussi	110 km		En instance de démarrage
Travaux d'entretien périodique de 612 km de routes en terre du réseau classé	612 km		En instance de démarrage
Travaux d'entretien périodique de 100 km de routes bitumées (RN02 : Ouahigouya-Gourcy et RN06 : Ouagadougou-Pont Nazinon)	100 km		En instance de démarrage

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

Concernant les travaux d'aménagement de pistes rurales, entre 2016 et octobre 2019, sur un linéaire total de 2423,95 km de pistes rurales en travaux, un linéaire de 1927,83 Km est achevé, représentant 79,5% de la programmation pour la période et 496,12 Km de pistes sont en cours d'aménagement.

Tableau 52: Situation des travaux d'aménagement des pistes rurales

PROGRAMME	Linéaires Programmés	Linéaires Achevés	Linéaires En cours d'exécution	Taux de réalisations	Observations
Aménagement de 1000 km de pistes dans les 13 régions du Burkina	1 375,0 km	1 375,0 km	0,0 km	100%	
Aménagement de 472 km de pistes rurales dans 10 régions du Burkina entre 2017 et 2018	472 km	329,0 km	143,0 km	69,70%	
Programme d'Urgence du Sahel (PUS)	117,5 km	75,5 km	42,0 km	64,25%	Menaces sécuritaires
Travaux connexes issus des projets de construction et de bitumage	219,0 km	40,0 km	179,0 km	18,26%	Menaces sécuritaires dans certaines zones
Travaux de construction de pistes rurales par la méthode Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)	240,0 km	108,3 km	131,7 km	45,14%	

Source : CSD Infrastructures de transport, de communication et d'habitat

5.6 Industrie et commerce

Pour amorcer la transformation structurelle de l'économie burkinabè, les interventions publiques ont mis un accent particulier sur la transformation des produits locaux qui passe par un renforcement des industries ainsi que par la mise en œuvre de réformes en vue de développer ces domaines. Les différents résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 53: Situation des indicateurs du secteur de l'industrie

Indicateurs	Cible 2018	Cible 2020	Réalizations		
			2016	2017	2018
Part du secteur secondaire dans le PIB	21,10%	22,40%	20,80%	21,40%	19,70%
Part de l'industrie manufacturière dans le PIB	8,00%	12,00%	6,60%	5,60%	5,40%
Part des industries extractives dans le PIB	9,00%	10,30%	8,30%	8,60%	10,60%
Part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire	18,50%	15,00%	ND	20,00%	19,00%
Taux de croissance de la valeur ajoutée des services marchands	8,50%	9,00%	6,20%	5,20%	8,10%
Part des deux premiers produits d'exportation dans le total des exportations	61,00%	65,00%	78,2%	81,20%	80,40%
Nombre d'entreprises créées	12 300		11 661	12 609	12 511

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

Aussi, après quatre années de mise en œuvre de la politique nationale en matière de développement économique et social, il ressort un recul de la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB. Face à ce recul, des réformes ont été initiées en vue de faciliter la création d'entreprises et d'industries, d'attirer des investisseurs, de restructurer les entreprises en difficulté et de mener des actions de soutien, notamment la mise en œuvre des investissements structurants. La liste des réformes est enregistrée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 54: Situation des réformes stratégiques des domaines industrie et commerce

Réforme	Objectif	Situation de mise en œuvre
Loi d'orientation pour la promotion des PME et de la Charte des PME	Créer un cadre national de référence pour assurer la cohérence des interventions des acteurs à travers des réformes politiques, juridiques et institutionnelles	Loi N°015-2017/AN du 27 avril 2017 portant loi d'orientation de promotion des PME au Burkina Faso
Charte des PME/PMI	Déterminer le cadre institutionnel de promotion des PME	Décret N°2017-1165 /PRES/PM/MCIA/MATD/MINEFID portant adoption de la charte des PME au Burkina Faso
Nouveau code des investissements	Créer et développer des activités privées	Loi N°038-2018 / AN portant code des investissements au Burkina Faso
Plan d'industrialisation accélérée	Contribuer à la mise en place d'unités industrielles compétitives et à fortes valeurs ajoutées dans les filières porteuses de l'économie	Décret N°2017-1315 /PRES/PM/MCIA/MINEFID du 30 décembre 2017 portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du dispositif institutionnel du pilotage et du suivi de l'amélioration du climat des affaires

Source : CSD Transformation industrielle et artisanale

5.7 Transports et sécurité routière

pour dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois le Gouvernement a mis en œuvre des actions dans le but d'améliorer les transports et le renforcement de la sécurité routière. Les actions entreprises dans ce domaine visent à fluidifier le trafic interurbain et international, à améliorer les conditions de transit et à réduire les coûts des transports. Des progrès y sont enregistrés comme l'illustrent le profil des indicateurs du tableau ci-après

Tableau 55: Situation des indicateurs du secteur des transports et de la sécurité routière

Indicateurs	Valeur de référence 2015	Réalizations				Cible	
		2016	2017	2018	2019	2018	2020
Pourcentage de titres de transports sécurisés	0%		0%	1,29%	3,10% (30/06/19)	15%	56,75%
Age moyen des véhicules affectés au transport de marchandises	20 ans	20	20	19 ans	19	19	18 ans
Temps moyen d'attente à un arrêt de bus	120 mn		120 mn	120 mn		60 mn	15 mn
Temps mis pour les formalités de transit aux niveaux des frontières	3 jours	3 jours	3 jours	3 jours	3 jours	3 jours	2 jours
Pourcentage de réduction du nombre d'accidents survenus sur l'ensemble du territoire national	5,6% (2017)		5,60%	ND	7,47% (30/06/19)	10%	25%
Pourcentage de véhicules en surcharge sur les axes	72% (2017)		72%	64,89%	63,84%	65%	40%
Taux de conformité aux exigences de l'OACI en matière de sécurité	62%		73%	74%			75%

Source : CSD Commerce et services marchands

Pour parvenir au résultat ci-dessus, les interventions ont porté autant sur des réformes entreprises que sur la mise en œuvre d'investissements structurants. Les tableaux 48 et 49 font l'économie des résultats enregistrés.

Tableau 56: Situation des réformes réalisées dans le domaine des transports

Réforme	Objectif	Situation de mise en œuvre
Créer et rendre fonctionnelle une autorité organisatrice de la mobilité urbaine	Coordonner et superviser les actions de développement des transports urbains et de la mobilité dans les villes du Burkina	La Direction générale de la mobilité urbaine a été créée, les textes adoptés et le personnel recruté
Application du règlement 14	Réduire l'extrême surcharge sur les routes en passant par l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA	Règlement n° 14/2005/CM/UEMOA du 16 décembre 2005

Source : CSD-Commerce et services marchands

Tableau 57: Situation des investissements réalisées dans le domaine des transports

N°	Intitulé de l'investissement structurant	Réalisation physique au 30 juin 2019
1	Moderniser et sécuriser les titres de transport et re-immatriculé les véhicules	102 354 permis de conduire sécurisés délivrés,
2	Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc	556 véhicules importés soit 318 véhicules d'hydrocarbures, 174 véhicules de marchandises et 64 portes conteneurs
3	Améliorer la mobilité urbaine à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et lutter contre la pollution atmosphérique	230 nouveaux bus acquis dans le cadre du Projet Bus du ministère de l'Enseignement supérieur au profit des étudiants, dont 95 affectés à la Société de transport commun (SOTRACO) soit 60 bus en 2017, 135 bus en 2018 et 35 au 30 juin 2019
4	Acquérir les équipements de la charge à l'essieu	584821 véhicules en surcharge ont été contrôlés et 02 équipements de la charge à essieu acquis

Source : CSD-Commerce et services marchands

5.8 Culture, sport et loisirs

L'ambition du Gouvernement de 2016 au 30 juin 2019 pour ce secteur a consisté à améliorer la contribution des industries culturelle, sportive et de loisirs à l'économie nationale. Toutefois, ce secteur est largement impacté par la crise sécuritaire vécue particulièrement dans les domaines du tourisme et du sport. Néanmoins, des résultats encourageants sont enregistrés en termes de formalisation ou structuration des acteurs, de constructions d'infrastructures, d'accroissement des infrastructures sportives, culturelles, touristiques et de loisirs de qualité expliqués par les réformes entreprises et investissements réalisés. Les résultats sont consignés dans les tableaux 50 et 51.

Tableau 58: Etat d'exécution des réformes dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs

Réforme	Objectif	Situation de mise en œuvre
Renforcer les capacités opérationnelles du Fonds de Développement Culturel et Touristique (FDCT)	Développer la dimension économique de la culture et du tourisme au Burkina Faso en vue de créer des emplois et d'accroître la contribution des deux secteurs au produit intérieur brut	105 projets culturels et touristiques ont été appuyés techniquement et financièrement par le FDCT pour un coût global de 1 400 167 859 FCFA.

Source : CSD-Culture, sport et loisirs

Tableau 59: Etat d'exécution des investissements dans le domaine de la culture, du sport et des loisirs

N.O.	Intitulé de l'investissement	Etat d'exécution de 2016 au 30 juin 2019
1	Construction de centre de sport et de loisirs de proximité (CSLP) Construire de nouvelles infrastructures (CSLP)	14 infrastructures aux normes internationales construites dont deux CSLP (Yéguéré et le Complexe sportif de Wayalguin); (Stades de Kaya, de Gaoua, plateau de sports de Pô et Kombissiri)
2	Réaliser des aménagements écotouristiques de la mare d'Oursi et des falaises du Gobnangou	Etudes architecturales des sites de la colline de Tondikara, de la mare d'Oursi, de l'île de Tagou, des falaises de Gobnangou, du musée des civilisations du sud-ouest, réalisées
3	Mettre en œuvre le programme de renforcement de l'attractivité touristique des Ruines de Loropéni	Constructions des infrastructures et équipements au niveau des ruines de Loropéni
4	Réhabiliter, construire des campements, relais et réceptifs touristiques (Kompienga, Arly, Gorom Gorom, Sindou, Karfiguela, Laongo)	Etudes architecturales des grottes aux greniers des Tankamba à Yobri, de la guerredinguè et de l'hôtel de Gorom-Gorom réalisés Quatre (4) sites touristiques délimités, marqués physiquement et croquis de délimitation disponibles (Laongo, Bazoulé, Karfiguèla et Sindou)
5	Programme de réhabilitation d'infrastructures culturelles, sportives et touristiques	1) Réhabilitation du stade régional de Ouahigouya, des salles de cinéma de Fada et de Gaoua en salle multifonctionnelle; 2) Réhabilitation et équipement de la salle de spectacles « Théâtre Koamba Lankoandé » du CENASA 3) Implantation des balises sur les sites de Tambi-Yargo , de la mare aux crocodiles sacrés de Bazoulé et le site de sculptures sur granit de Laongo ; 4) Inscription du Parc W sur la liste du patrimoine mondial, de 14 sites sur la liste nationale du patrimoine national, de 32 846 biens dans les registres d'inventaire des musées.
6	Autres	30 fédérations regroupant les structures sportives formelles et 179 médailles obtenus lors des compétitions en sport et loisirs

Source : CSD-Culture, sport et loisirs